



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture – BP 60002
08005 Charleville-Mézières Cedex

Metz, le 23/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



MÉTAL BLANC SA
RUE PASTEUR
08230 BOURG-FIDÈLE

Références : S2-LaP/JoL - n°22/226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement METAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR, 08230 BOURG-FIDÈLE. L'inspection a été annoncée le 25/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 BOURG-FIDÈLE
- Code AIOT dans GUN : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société Métal Blanc exploite une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance en continu des rejets atmosphériques,
- réseaux de collecte des effluents aqueux (entretien et plan),
- odeurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A plusieurs reprises, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection ses rapports trimestriels d'autosurveillance, tels que demandés par l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-150 du 1er avril 2022. Les rapports ont été transmis à la suite de la demande de l'inspection, lors de la visite. Il veillera à transmettre les prochains rapports dans les délais demandés. Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions en question.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Disponibilité permanente des alarmes	AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2	/	Consignation
Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents	AP Complémentaire du 26/01/2017, article 4.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	AP Complémentaire du 26/01/2017, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Odeurs	AP Complémentaire du 26/01/2017, article 3.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées lors de la visite d'inspection :

- un non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-534 du 15 septembre 2021,
- un non-respect de l'arrêté préfectoral complémentaire n° I-4991 du 26 janvier 2017.

Des sanctions administratives et un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sont proposés à M. le Préfet.

De plus, l'exploitant dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport pour justifier du respect de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 janvier 2017 (plan des réseaux).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Disponibilité permanente des alarmes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Disponibilité permanente des alarmes
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, pour l'ensemble des conduits relevant de l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° I-4991 du 26 janvier 2017, s'assurer de la disponibilité permanente des alarmes, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection, le pulvérimètre associé au conduit R1 a affiché une valeur aberrante (-4,4 mg/m3 à 11h37) et aucune alarme ne s'est déclenchée. Après vérification, l'exploitant s'est aperçu que de la condensation s'était formée sur la lentille du pulvérimètre. Un retour à une valeur positive (0,7 mg/m3) a été constaté 35 min après ce constat, suite au nettoyage de la lentille. L'exploitant a indiqué que, avant chaque chargement du four, les valeurs affichées par les pulvérimètres sont reportées dans un carnet. La dernière valeur a été renseignée à 8h20 (0,5 mg/m3) pour le conduit R1. Ainsi, l'Inspection a constaté qu'aucune valeur n'a été mesurée par le pulvérimètre associé à R1 pendant au moins 35 min et que l'alarme n'était de ce fait pas disponible. De plus, l'exploitant a indiqué que les valeurs mesurées n'étaient actuellement pas enregistrées. En l'absence d'enregistrement des valeurs mesurées, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la prescription susvisée. Il a indiqué avoir commandé un logiciel permettant de reporter les alarmes associées aux différents moyens de mesure en continu des poussières au niveau des bureaux des responsables fusion, QHSE et maintenance, et également vers le téléphone portable d'astreinte. Actuellement, le report des alarmes se fait uniquement dans l'usine et celui de la sonde triboélectrique se fait au niveau du bureau de la maintenance. Pour l'ensemble des moyens de mesure en continu, des seuils de vigilance et un enregistrement des valeurs sont également prévus dans le cadre du prochain investissement. En cas de valeur négative, il est prévu que l'alarme se déclenche. Ce logiciel serait installé au mois de septembre 2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Constats : L'exploitant a présenté un plan du réseau alimenté en eau de ville, un plan du réseau des eaux pluviales et des schémas du réseau des eaux industrielles (canalisations aériennes). Quelques éléments sont manquants et d'autres ne permettent pas la bonne compréhension des plans et schémas présentés (absence de disconnecteurs et de compteurs, légende incomplète...). L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport pour justifier du respect de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral précité.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2017, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux de collecte des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]</p> <p>Constats : Pour le réseau de collecte des eaux industrielles : la majorité des canalisations sont aériennes et une procédure de contrôle préventif des canalisations du réseau de collecte détaille les contrôles à réaliser, selon une fréquence annuelle.</p> <p>Pour le réseau de collecte des eaux dites "pluviales" : suite à la demande de l'inspection de l'environnement lors de la visite d'inspection du 7 mars 2017, une inspection télévisuelle des canalisations a été réalisée en mai 2017. Le rapport associé a fait état de nombreuses anomalies (ruptures, fissures, décentrages de canalisations, ainsi que des obturations des canalisations). L'exploitant a ainsi établi un plan d'actions visant à lever l'ensemble des points soulevés. Ce plan s'étalait initialement jusqu'en 2022. Certaines canalisations n'avaient néanmoins pas été inspectées lors de ce contrôle.</p> <p>Une partie seulement des travaux a été réalisée en mars 2020, mais la plupart des canalisations endommagées n'ont actuellement pas été remplacées ou réparées. Un hydrocurage des canalisations et un passage caméra sont prévus en septembre 2022.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2017, article 3.1.3
Thème(s) : Autre, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...] Le site dispose d'une installation de traitement des odeurs émises par les effluents atmosphériques canalisés (traitement au charbon actif). L'exploitant veille à l'entretien et la maintenance régulière de cette installation.
Constats : A la suite de plusieurs incidents au niveau du stand de charbon actif, qui ont causé des nuisances olfactives auprès des riverains, l'exploitant a mis en place une sonde permettant de détecter l'injection de charbon actif. En cas de non-détection d'injection (bourrage au niveau du stand par exemple), les brûleurs du four sont coupés de manière automatique au bout de 2 minutes.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022/XXX
visant à respecter certaines prescriptions réglementaires applicables
par la société Métal Blanc pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune
de Bourg-Fidèle (08230)**

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1 et R. 181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société Métal Blanc et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°4786 du 31 mars 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°I-4991 du 26 janvier 2017 pour les installations exploitées sur la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-279 du 7 juin 2022 portant délégation de signature à M. Christian Vedelago, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé qui dispose : « *Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]* » ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 4 mai 2022 par la DREAL Grand Est au sein de la société Métal Blanc sur la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;

Vu le rapport S2-LaP/JoL – n°22/226 du xxx de l'inspection des installations classées établi par la DREAL Grand Est à l'issue de la visite d'inspection du 4 mai 2022 précitée dont une copie du rapport a été transmise à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le xxx à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations / l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courrier / courrier électronique du ... dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. Les installations de la société Métal Blanc à Bourg-Fidèle (08230) relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous les règles de procédures de l'autorisation ;
2. La société Métal Blanc est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4786 du 31 mars 2008 susvisé à exploiter des installations sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;
3. Lors de la visite du 4 mai 2022, l'Inspection des installations classées a constaté que :
 - une inspection télévisuelle du réseau de collecte des eaux pluviales a été réalisée par la société SATER du 16 au 19 mai 2017. Le rapport associé fait état de nombreuses

anomalies (ruptures, fissures, décentrages de canalisations, ainsi que des obturations des canalisations) ;

- il a été constaté lors de la visite que 19 anomalies sur 40, portant sur des problèmes d'étanchéité, n'étaient pas encore levées ;
 - certaines canalisations n'ont pas été inspectées ni curées lors de ce contrôle ;
 - ces eaux collectées, dites « pluviales », ne peuvent pas être considérées comme non polluées étant donné les valeurs en polluants relevées par l'exploitant avant leur traitement.
4. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
 5. Le suivi des eaux souterraines montre que les concentrations en plomb en aval du site sont supérieures à celles mesurées en amont ;
 6. Les eaux pluviales collectées sur le site et transitant dans le réseau contiennent du plomb et nécessitent un traitement sur site avant rejet au milieu naturel ;
 7. Ces constatations peuvent porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement (et notamment les sols, les eaux souterraines et la santé publique) ;
 8. Il est nécessaire que l'exploitant réalise les actions et mesures correctives nécessaires visant à mettre en conformité les installations exploitées ;
 9. Les éléments transmis par l'exploitant par **courrier postal courrier électronique du xxx et notamment ... ont permis de ... n'ont pas permis de ...** ;
 10. Les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement prévoient que :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société Métal Blanc, dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite 48 rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230).

Article 2 : Réseau de collecte des effluents aqueux

Dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°I-4991 du 26 janvier 2017 susvisé, pour son réseau de collecte des eaux pluviales.

Article 3 : Transmission des justificatifs des mises en conformité

L'exploitant devra transmettre à M. le Préfet (avec copie à l'inspection de l'environnement : DREAL Grand Est – Unité départementale des Ardennes – 1 Place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières) l'ensemble des justificatifs vis-à-vis des mises en conformité à réaliser dans les délais précités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Publicité

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur de la société Métal Blanc et dont une copie sera transmise pour information au maire de Bourg-Fidèle.

Charleville-Mézières, le

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Christian Vedelago

Annexe :

Projet d'arrêté préfectoral de consignation



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement du Grand Est**

**Projet d'arrêté préfectoral de consignation n°2022/XXX
visant à respecter certaines prescriptions réglementaires applicables
par la Société Métal Blanc pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire
de la commune de Bourg-Fidèle (08230)**

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'Environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 181-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société Métal Blanc et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°4786 du 31 mars 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°I-4991 du 26 janvier 2017 pour les installations exploitées sur la commune de Bourg-Fidèle (08230) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-534 du 15 septembre 2021 mettant en demeure la société Métal Blanc susvisée de respecter, dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°I-4991 du 26 janvier 2017 et en particulier de s'assurer de la disponibilité permanente des alarmes, pour l'ensemble des conduits relevant de l'article 3.2.7 précité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/649 du 22 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 4 mai 2022 par la DREAL Grand Est sur le site de la société Métal Blanc à Bourg-Fidèle (08230) ;

Vu le rapport d'inspection référencé S2-LaP/JoL – n°22/226 du 2022 ainsi que les propositions de l'inspection de l'environnement de la DREAL Grand Est établis à l'issue de la visite d'inspection du 4 mai 2022 précitée transmis à l'exploitant par courriel du [date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du [date] informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception du [date] ;

Vu les observations formulées par l'exploitant, par [courrier postal, courrier électronique] en du [date] / l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. la société Métal Blanc a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral susvisé en date du 15 septembre 2021, de respecter les dispositions susvisées ;
2. la DREAL Grand Est a constaté à l'issue de la visite d'inspection du 4 mai 2022 que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

3. cette situation constitue une atteinte aux intérêts protégés et notamment la santé publique, et il convient donc d'y mettre un terme ;
4. ce non-respect constitue un manquement caractérisé à la mise en demeure susvisée ;
5. l'exploitant a commandé un logiciel de supervision de ses rejets afin de se mettre en conformité et le montant de cette commande est de 18 650 euros (dix-huit mille six cent cinquante euros) TTC ;
6. il y a lieu d'obliger la société Métal Blanc à consigner entre les mains du comptable public une somme correspondant au montant des travaux à réaliser conformément aux dispositions du 1° de l'article L.171-8 ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est :

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Métal Blanc, inscrite au registre du commerce et répertoriée selon son n° SIREN 542 052 691 dont le siège social est situé 19 boulevard Malesherbes à Paris (75008) et les installations exploitées sont situées 48 rue Pasteur à Bourg-Fidèle (08230), est tenue de consigner la somme de 18 650 euros (dix-huit mille six cent cinquante euros) répondant au coût des travaux prévus par l'exploitant pour se conformer à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 septembre 2021 susvisé.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 18 650 euros est rendu immédiatement exécutoire auprès du Trésor Public.

Article 2 : Levée de la sanction

Après constats par l'inspection de l'environnement de la bonne réalisation des travaux, la dite somme pourra être restituée à la société Métal Blanc.

Article 3 : Travaux d'office

En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société Métal Blanc perdra le bénéfice des sommes consignées à concurrence des sommes engagées pour la réalisation de ces travaux. Ces dernières pourront être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

Article 4 : Transmission des justificatifs des mises en conformité

L'exploitant devra transmettre :

- par voie postale à M. le Préfet (Préfecture des Ardennes – Direction de la coordination et de l'appui aux territoires – Bureau des procédures environnementales – 1 Place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ;
- avec copie par mail à l'inspection de l'environnement ud08.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr ;

l'ensemble des justificatifs vis-à-vis des mises en conformité à réaliser dans les délais précités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5: Délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture des Ardennes, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est et Madame le maire de Bourg-Fidèle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président directeur général de la société Métal Blanc.

Charleville-Mézières, le

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Christian VEDELAGO